

De plus, monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition provenant des soussignés résidant dans la circonscription fédérale de Laprairie qui se prévalent maintenant de leur droit de présenter un grief commun dans l'assurance certaine que votre honorable Chambre y portera remède et que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

De plus, monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition des soussignés résidant dans la circonscription fédérale de Lac-Saint-Jean qui se prévalent maintenant de leur droit de présenter un grief commun dans l'assurance certaine que votre honorable Chambre y portera remède et que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

De plus, monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition . . .

M. le Président: Je regrette d'avoir à interrompre le député, mais je pense qu'il sait très bien que s'il a des pétitions concernant le même sujet, il a le droit d'indiquer qu'il a des pétitions de quelques circonscriptions, de nommer les circonscriptions, et de déposer les pétitions devant la Chambre, mais il n'a pas le droit de continuer une longue liste de pétitions individuelles. Je pense qu'il le sait.

M. Rossi: J'ai le droit, monsieur le Président, d'au moins mentionner les circonscriptions concernées.

Alors, monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition provenant de résidents de la circonscription fédérale de Longueuil qui veulent se prévaloir du même droit.

Une voix: Il y a un député à Longueuil.

Une voix: Oui, mais il ne fait rien.

Une voix: Cela ne paraît pas.

M. Rossi: C'est parce que le député de Longueuil (M. Leblanc), monsieur le Président, ne fait rien.

M. le Président: A l'ordre!

M. Prud'homme: Ils ont couru après.

M. le Président: A l'ordre!

M. Prud'homme: Il n'y a pas de député de Lac-Saint-Jean, on en a de Gatineau ici.

M. le Président: A l'ordre! J'espère que c'est la période des pétitions, pas de politique!

M. Rossi: Monsieur le Président, j'ai une pétition provenant des résidents de la circonscription de Montréal-Sainte-Marie, il y a un député. Ils se prévalent de leurs droits, monsieur le Président, et ils demandent au gouvernement du Canada de . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! L'honorable député de Lévis (M. Fontaine) a la parole.

Pétitions

LA NÉCESSITÉ DE PROTÉGER LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, je veux présenter une pétition de la part des citoyens de Saint-Jean-Chrysostome, de Saint-Rédempteur et de Charny.

L'essence de cette pétition se résume à demander au gouvernement d'intervenir pour protéger la qualité de l'environnement qui est rendu intolérable suite aux émanations des cheminées de la Société Alex Couture.

Je termine en disant que 7,284 citoyens ont déposé une pétition semblable dans la ville de Charny.

[Traduction]

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANTS

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, j'ai à présenter deux pétitions qui viennent de ma circonscription de York-Ouest et dont les signatures ont été respectivement recueillies par MM. Pio Bertoia et Nizio Daneluzzi. Les deux pétitions demandent au gouvernement et au premier ministre (M. Mulroney) de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et leur signalent que cette mesure budgétaire régressive privera les familles canadiennes de quelque 55 millions de dollars.

J'ai aussi reçu à mon bureau des pétitions des circonscriptions de Montréal-Mercier, Saint-Jean, Saint-Michel, Montréal-Sainte-Marie et Rosemont, au Québec, de même que de la circonscription de Victoria, dans la magnifique province de la Colombie-Britannique, et de Saint-Hyacinthe. Ces pétitions demandent aussi au gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales.

M. le Président: Voilà, je me permets de le signaler, la bonne procédure à suivre.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, moi aussi, j'ai à présenter une pétition provenant de la circonscription de Parry Sound-Muskoka, en Ontario, qui demande au gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfants et lui signale que cette mesure budgétaire contribuera à séduire les allocations familiales de 55 millions de dollars d'ici à 1987.

J'ai aussi des pétitions qui me viennent des circonscriptions de London-Est et de London-Ouest.

[Français]

J'ai également, monsieur le Président, l'honneur de présenter une pétition au nom de commettants de la circonscription fédérale de Terrebonne au Québec, pétition qui demande au gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

J'ai également une autre pétition de la circonscription fédérale de Hochelaga-Maisonneuve demandant au gouvernement encore une fois de rétablir la pleine indexation des allocations familiales.